

# Manifestation pro-palestinienne interdite à Paris : 44 interpellations à 19 heures selon la préfecture de police

En tout, 4200 policiers et gendarmes étaient mobilisés dans la capitale, avec pour consigne de disperser immédiatement toute tentative de regroupement.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 5 heures,

Mis à jour il y a 16 minutes

L'interdiction des autorités, confirmée en justice, ne les a pas arrêtés. Les soutiens aux Palestiniens se sont rassemblés à Paris samedi après-midi, immédiatement dispersés par les forces de l'ordre, tandis que plusieurs autres rassemblements, autorisés, avaient lieu à travers la France. À 19 heures, dans la capitale, 44 interpellations avaient été effectuées, a annoncé la préfecture de Paris. Un gendarme a été blessé pendant la dispersion, a-t-elle ajouté sur Twitter.

Environ 22.000 personnes ont manifesté en soutien aux Palestiniens dans 60 rassemblements samedi en France, dont 2500 à 3500 personnes à Paris malgré l'interdiction, a indiqué par ailleurs le ministère de l'Intérieur dans la soirée. Les rassemblements les plus importants ont eu lieu à Strasbourg (4000 manifestants), Marseille (1500), Lyon et Nantes (1000). Un total de 51 personnes ont été interpellées, dont 44 à Paris. Il y a eu deux «*blessés légers*» chez les forces de l'ordre: un agent de la BAC à Nice et un gendarme mobile à Paris.

## 4200 policiers et gendarmes mobilisés

«*Parce que nous refusons de taire notre solidarité avec les Palestiniens, et que l'on ne nous empêchera pas de manifester, nous serons présents (au métro) Barbès*» samedi «*à 15h*», avait lancé l'Association des Palestiniens en Île-de-France, ainsi qu'une petite trentaine d'autres organisations, telles Attac, l'Action Antifasciste Paris-Banlieue, le Nouveau Parti Anticapitaliste.

Peu avant 15h, sur place, le déploiement policier massif était visible dans tout le quartier. 4200 policiers et gendarmes sont mobilisés, selon la préfecture de police, qui ont pour consignes la «*dispersion immédiate*» dès que des manifestants ont tenté

de se regrouper, en utilisant le « lanceur d'eau », ou de verbaliser, à hauteur de 135 euros.

«Évacuez la place», a appelé un policier dans un porte-voix Place du Château-Rouge. Le canon à eau a été utilisé, ont constaté des journalistes de l'AFP, selon lesquels des face-à-face entre manifestants et forces de l'ordre avaient lieu dans des petites rues qui mènent au boulevard Barbès (XVIII<sup>e</sup> arrondissement).

Tout au long de l'après-midi, plusieurs centaines de manifestants ont reculé vers le nord sous la pression des forces de l'ordre, d'abord sur le boulevard Barbès puis le boulevard Ornano. Aux alentours de 18 heures, ils se trouvaient place Albert Kahn, sans que des contacts directs n'aient eu lieu avec les policiers, qui continuaient d'utiliser des jets d'eau et des gaz lacrymogènes. Face à eux, les jeunes manifestants envoyaient toutes sortes d'objets et mettaient le feu à des poubelles. Vers 18h30, la foule avait été repoussée jusqu'à la porte de Clignancourt, où là encore des projectiles étaient envoyés et des poubelles brûlées.

## Fermeture des commerces à Barbès

La préfecture de police a pris un arrêté de fermeture des commerces dans le secteur de Barbès-Rochechouart, à partir de midi. L'interdiction de manifester dans la capitale a été prise jeudi soir par le préfet de police de Paris, Didier Lallement, à la demande du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin pour des «risques de troubles». Il a été mis en avant le précédent de 2014, lorsqu'une manifestation propalestinienne à Paris avait dégénéré en violences urbaines.





Des manifestants en soutien des palestiniens à Paris ce samedi 15 mai. *GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP*

Les organisateurs ont tenu une conférence de presse en tout début d'après-midi pour réaffirmer leur «*solidarité*» alors que, dans les territoires palestiniens, «*le massacre continue*». L'un des organisateurs Walid Attalah a répété leur intention de manifester «*pacifiquement*», jusqu'à la place de la Bastille, et dénoncé l'attitude des autorités : «*ils veulent clairement laisser pourrir la situation et qu'il y ait des débordements*», a-t-il affirmé. «*Partout dans le monde des manifestations de soutien se sont tenues, la France est une exception, c'est aussi contre (ça) qu'on se mobilise*», a martelé Julien Salingue (NPA), un autre organisateur.

## Verbalisation

Saisi en référé-liberté par l'Association des Palestiniens en Île-de-France, le tribunal administratif a confirmé vendredi cette interdiction. Une autre association, qui avait aussi prévu une manifestation dans un autre quartier de Paris, dont l'interdiction a également été confirmée par le tribunal administratif, a déposé un recours devant le Conseil d'État, examiné à partir de 13h00.

Le tribunal administratif a justifié sa décision en avançant que le contexte «*tant international qu'intérieur*» ne permettait pas «*d'estimer que les risques de troubles graves*» ne «*seraient pas aussi importants voire supérieurs à ceux avérés en 2014*». «*La France est le seul pays démocratique à interdire ces manifestations*», ont protesté Me Sefen Guez Guez, Me Dominique Cochain et Me Ouadie Elhamamouchi, avocats de l'Association des Palestiniens en Île-de-France.

La manifestation était au départ prévue pour commémorer la Nakba, l'exode de centaines de milliers de Palestiniens à la création d'Israël en 1948. D'autres manifestations ont été interdites, comme à Nice, ou à Aubervilliers et Montreuil en Seine-Saint-Denis.

En revanche, des manifestations ou rassemblements ont été autorisés dans de nombreuses villes. Ainsi, plusieurs centaines de personnes, drapeaux palestiniens - voire parapluie des mêmes couleurs - à la main, se sont rassemblées sous la pluie à Toulouse pour dire leur opposition au «*colonialisme, au racisme et à l'apartheid*».

«*Sauvez Gaza*», «*personne n'est libre quand d'autres sont opprimés*» ou «*Palestinian lives matter*» («*les vies des Palestiniens comptent*»), pouvait-on lire sur des pancartes.

Environ 200 personnes, selon la préfecture de l'Hérault, se sont réunies à Montpellier. Des rassemblements étaient aussi prévus à Lyon, Bordeaux, Marseille, Nantes, Rennes, Strasbourg, Lille, Metz ou Saint-Etienne.

## «*Jeu de provocation*»

Le porte-parole du gouvernement a qualifié de «*pragmatique*» la décision d'interdire la manifestation parisienne. «*On ne veut pas qu'il y ait des scènes de violences, on ne veut pas d'importation d'un conflit sur le sol français, on ne veut pas de crise de haine dans les rues de la République française*», a déclaré Gabriel Attal, en visite à Marseille.

L'affaire divise la classe politique, entre soutiens de la demande du gouvernement - essentiellement dans la majorité, à droite et à l'extrême droite - et ceux qui dénoncent une interdiction «*inacceptable*», menés par La France insoumise (LFI).

Les appels à manifester interviennent sur fond d'une escalade militaire inédite ces derniers jours depuis 2014 entre Israël et le mouvement palestinien Hamas, dans et autour de la bande de Gaza, et de violences dans des villes israéliennes mixtes arabes et juives.

Ce conflit a fait depuis lundi plus de 130 morts palestiniens dont une quarantaine d'enfants, et des centaines de blessés dans la bande de Gaza, selon un dernier bilan palestinien. En Israël, neuf personnes ont été tuées dont un enfant et près de 600 blessées.

---

## Marseille

«*Assez de massacres, libérons la Palestine*», «*Israël coupable, Macron complice*»: environ 1500 personnes, selon la police, ont exprimé samedi à Marseille leur solidarité avec les Palestiniens.

Massés sous des drapeaux palestiniens à côté de la mairie, parés pour beaucoup du traditionnel keffieh (foulard) à carreaux noir symbole de la cause palestinienne, les manifestants, parmi lesquels beaucoup de jeunes et quelques femmes voilées, ont

crié des slogans hostiles à Israël et dénoncé la passivité de la France et des pays occidentaux face «*aux massacres de civils palestiniens*», a constaté un journaliste de l'AFP.

## Lille

«*Halte au massacre en Palestine*», «*Boycott Israël*», «*Gaza se meurt*»: une manifestation pro-palestinienne a réuni 1500 personnes selon les organisateurs et entre 600 et 700 selon la préfecture, samedi en milieu d'après-midi dans le centre de Lille. Il n'y a pas eu d'incidents, a précisé la préfecture du Nord à l'AFP.

Parmi les manifestants rassemblés sur la Grand'Place à l'appel de l'association France-Palestine, en plein coeur de la ville, étaient présents des militants d'organisations de gauche (Solidaires, Attac, CGT, LFI, NPA et PCF). La manifestation, encadrée d'un large dispositif policier, est finalement restée statique.

## Strasbourg

«*Palestine vivra, Palestine vaincra*»: plus de 4000 personnes selon la police et les organisateurs ont manifesté samedi sans incidents à Strasbourg pour soutenir les Palestiniens. Le cortège est parti de la Place de l'Université et les manifestants ont défilé dans les rues longeant le centre-ville, sans toutefois entrer dans l'hypercentre de la capitale alsacienne, interdit à toute manifestation depuis plusieurs mois.

## Berlin

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Berlin et dans plusieurs villes allemandes à l'appel de collectifs pro-palestiniens. Au total, trois manifestations ont été autorisées dans la capitale allemande pour la seule journée de samedi, dont deux dans le quartier populaire de Neukölln, dans le sud de la ville.

A l'appel du collectif «*Samidoun*» derrière le mot d'ordre «*marche du peuple palestinien pour la libération et le retour*», plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées sur l'Hermannplatz, la place centrale du quartier, brandissant des drapeaux turcs et palestiniens, ainsi que des pancartes appelant au «*boycott d'Israël*». Des manifestants ont lancé des projectiles sur les policiers, et plusieurs personnes ont été arrêtées, selon une journaliste de l'AFP.

## Londres

Des milliers de personnes ont défilé samedi dans le centre de Londres en soutien au peuple palestinien. Les manifestants se sont rassemblés à la mi-journée à Marble Arch, à côté de Hyde Park, d'où ils se sont dirigés vers l'ambassade d'Israël, brandissant des drapeaux palestiniens et des pancartes demandant de «*libérer*» les Territoires palestiniens. «*Nous en avons assez de l'oppression*», a déclaré l'envoyé palestinien au Royaume-Uni, Husam Zomlot, en s'adressant à la foule devant les grilles de l'ambassade. «*Aujourd'hui nous disons assez, assez de la complicité*».